

OO/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2013- 044 /PRES
promulguant la loi n° 062-2012/AN du
20 décembre 2012 portant habilitation du
gouvernement à autoriser par voie
d'ordonnance la ratification des accords de
financement des appuis budgétaires conclus
entre le Burkina Faso et les partenaires
techniques et financiers.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

VU la Constitution ;

VU la lettre n°2013-011/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 11 janvier 2013 du
Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la
loi n°062-2012/AN du 20 décembre 2012 portant habilitation du gouvernement
à autoriser par voie d'ordonnance la ratification des accords de financement des
appuis budgétaires conclus entre le Burkina Faso et les partenaires techniques
et financiers ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n°062-2012/AN du 20 décembre 2012
portant habilitation du gouvernement à autoriser par voie
d'ordonnance la ratification des accords de financement des
appuis budgétaires conclus entre le Burkina Faso et les partenaires
techniques et financiers.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 07 fevrier 2013


Blaise COMPAORE

BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IV^E REPUBLIQUE

QUATRIEME LEGISLATURE

LOI N° 062-2012/AN

**PORTANT HABILITATION DU GOUVERNEMENT
A AUTORISER PAR VOIE D'ORDONNANCE
LA RATIFICATION DES ACCORDS DE FINANCEMENT
DES APPUIS BUDGETAIRES CONCLUS ENTRE LE BURKINA
FASO ET LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n°001-2007/AN du 04 juin 2007,
portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 20 décembre 2012
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

Le gouvernement du Burkina Faso est habilité à autoriser par voie d'ordonnance la ratification des accords de financement des appuis budgétaires signés entre le Burkina Faso et les partenaires techniques et financiers.

Article 2 :


L'habilitation accordée couvre la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2013.

Article 3 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 20 décembre 2012

Pour le Président de l'Assemblée Nationale,
le Cinquième Vice-président



Nestor Bati BASSIERE

Le Secrétaire de séance



Michel OUEDRAOGO